

Société : Les Années Laser

Bonsoir,

Merci de votre consultation, et en réponse à celle-ci :

Comment une instance indépendante, professionnelle, et respectable comme la vôtre, peut-elle favoriser des intérêts particuliers ?

En effet, la demande du gel des préavis est orchestrée par les quotidiens !

Cette mesure serait pour moi un abus de position dominante, une pratique anti-concurrentielle, une entrave à la liberté d'entreprendre,

ainsi qu'une grave entorse à la liberté de diffusion et au choix de distributeur, deux principes de base de la loi Bichet.

Pour une de ses premières propositions l'ARCEP pourrait trouver mieux afin d'asseoir son impartialité auprès des éditeurs de Presse.

Cordialement,